

De Paris, à l'aube du mercredi 21 novembre 1951
Lettre n° 1.989

25X1

Monsieur,

La confiance a été votée par 246 voix contre 228, sur 474 votants et 627 députés. La locomotive bretonne --Pleven est très fier de ce qualificatif que lui a appliqué Loustau-Lacau-- a reçu hier soir une piquette de 18 suffrages qui lui permet de poursuivre son destin sur la voie gouvernementale. Le débat fut animé, agrémenté d'incidents, pourvu de tout ce qui était nécessaire pour le rendre intéressant. Les explications de vote ne rimait évidemment pas à grand'chose pour un débat économique, dépouillées qu'elles étaient de tout caractère technique, axées exclusivement sur le côté politique. Elles n'en furent pas moins attachantes.

Le socialiste David a été sévère. Contrairement à ce que pouvaient laisser entendre les paroles prononcées la veille par Guy Mollet, on a constaté hier un fort net alourdissement des socialistes que l'on attribue à Jules Moch, qui est très opposé à la Conférence de Rome et aux discussions sur l'Armée européenne telles qu'elles sont engagées.

Mais le clou de la séance fut certainement l'intervention de Loustau-Lacau. Nous lui devons la "locomotive bretonne", dont Pleven, je vous l'ai dit, est fier, parce qu'il aime que soient rappelées ses origines et que le mot "locomotive" vous a un petit air dynamique qu'il estime du plus heureux effet. Il en est fier au point que ses amis se prodiguaient ensuite dans les couloirs pour que l'expression fût reprise dans la presse. En ce qui me concerne, c'est fait et c'est, croyez moi, de la réclame non payée. Nous devons également à Loustau le "Saint-Honoré de la trahison du pâtissier cynique" qui a fait verdier Jacques Duclos de rage, a déclenché les pupitres communistes et nécessité une suspension de séance. Nous devons encore à Loustau des plaisanteries de moins bon goût. Il ne faut pas forcer son talent et Loustau, qui estime avoir désormais une réputation à soutenir, n'hésite pas à puiser dans l'almanach Vermot; c'est dommage ! Tous ses bons ou mauvais mots seront repris par la presse, mais ce que celle-ci ne retiendra probablement pas, c'est l'antisémitisme très net gravé dans la partie du discours Loustau consacrée à René Mayer. Un antisémitisme de bonne compagnie, mais d'autant plus cinglant et plus efficace qu'il s'exprimait en termes voilés, choisis avec beaucoup d'adresse. "La France a 2.000 ans; elle en a vu d'autres; cela vous a peut-être échappé", a dit à peu près Loustau à René Mayer, qui dut encore entendre qu'il était plus difficile de gagner cent francs sur le lait que 10.000 francs sur la Royal Dutch. Et, lorsque, enchaînant ensuite sur René Pleven, le Béarnais Loustau (1) a mis l'accent sur l'origine bretonne du Président du conseil, à qui il a dit à peu près : "On vous connaît, vous; on a confiance", il était très net qu'il voulait évoquer dans l'esprit de ses auditeurs un parallèle entre les deux hommes à qui il venait de s'adresser.

Il y a là un fait nouveau pour le Palais-Bourbon, et si je vous le signale c'est surtout parce que j'ai l'impression que, en s'exprimant ainsi, Loustau a libéré un certain nombre de députés, notamment paysans, d'un complexe de silence qu'ils nourrissaient depuis longtemps. L'origine des ministres était un sujet qu'il était bon de ne pas aborder, et l'antisémitisme un sentiment honteux qu'il était nécessaire de celer. Loustau leur a révélé que tout peut être dit, quand l'orateur s'exprime avec tact et habileté. Nombre de ses collègues ont découvert en l'écoutant les causes de l'incompréhension qui règne dans leurs rapports avec le ministre des Finances. C'est assez important pour être souligné.

(1) - Il devait par la suite s'abstenir dans le scrutin.

Le R.P.F. s'était fait représenter par le général Koenig, de qui ce fut le baptême de tribune. Il fallait un militaire pour remettre à sa place certain j urnliste qui, le matin même, paraissait mettre en doute le patriotisme du R.P.F. Koenig commença par accomplir cette mission, puis prévint René Pleven que son parti ne se laisserait pas intimider par des "pressions morales". Il développa ensuite une argumentation valable, d'une voix qui portait bien et d'un ton qui plait à l'Assemblée. Ce fut donc un bon début.

Quant à Pleven, son exposé fut bien meilleur que celui de l'autre nuit. Peut-être parce que plus court. En tout cas, le voici maintenant regonflé, si je puis ainsi écrire, ou, pour mieux dire, remis sur les rails. D'aucuns font valoir que 60 pour cent des députés n'approuvent pas sa politique et que l'étranger saura bien le discerner. C'est d'ailleurs le côté dramatique de l'incident, car ce dernier n'est pas affaire de politique, mais affaire d'homme. La même politique --celle du Pacte atlantique-- menée par d'autres hommes, aurait rallié beaucoup plus de suffrages.

On disait, après le scrutin, que le Gouvernement était sauvé, mais que le problème reste Antier. On s'attend en effet qu'Antier démissionnera, que Laurens gravira un échelon de la hiérarchie gouvernementale en devenant ministre de l'Agriculture et en cédant son secrétariat d'Etat à quelque autre qu'on dit devoir être Ramarony. Guy Petit ne s'est pas abstenu volontairement; il n'a pas pris part au vote : c'est une nuance et c'est moins d'hostilité. Il prépare ainsi sa rentrée en grâce. D'ailleurs, quand, après l'exposé de Pleven, il demanda une suspension de séance qui ne pouvait être que bénéfique pour le Gouvernement, je ne sais qui lui lança des bancs socialistes une facétie dans laquelle il était question d'un sous-secrétariat d'Etat au Tourisme.

-11-

Le mot est valable qui dit que le problème gouvernemental reste entier? Il est certain que le débat sur l'échelle mobile sera sévère --on l'a bien vu aujourd'hui à la commission du Travail du Conseil de la République, où le rapporteur du projet, Abel Durand, a dû céder la place au R.P.F. Loison (voir mes feuilles jaunes). Mais ce débat ne viendra vraisemblablement pas en séance publique avant la fin de l'année. Quant au budget, il sera voté morceau par morceau jusqu'à la fin décembre, et le chapitre des recettes, donc de la fiscalité, ne sera guère abordé qu'en janvier. Il ne semble donc pas qu'il y ait du danger jusque là. On doit cependant constater que l'alerte a été chaude et René Pleven doit penser que la Constitution a du bon qui permet d'imposer ainsi un délai de réflexion à une assemblée hostile et qui, en exigeant une majorité d'investiture de 314 voix, rend fort difficile le remplacement d'un Président du Conseil qui a fini de plaire. La crainte d'une crise longue a sauvé Pleven. Cette crainte n'existe que parce que la Constitution est ce qu'elle est. Il est assuré qu'on s'en souviendra quand on s'attaquera à sa réforme et que certains de ses chapitres ont, hier, obtenu un brevet de longue vie.

Sur le plan international, on note aujourd'hui le discours radio-diffusé de Truman qui bat le rappel de tous les Américains, républicains et démocrates, autour de sa politique étrangère. En même temps, on apprend la probabilité d'un changement d'ambassadeur à Moscou et celle d'un changement d'attributions de Mac Ghee. L'ambassade d'Ankara lui serait assurée. C'est toujours le Proche-Orient, mais ce n'est plus le pétrole, et la nouvelle fera certainement plaisir aux Britanniques. Quant à Kennan, de qui on cite le nom pour Moscou, en remplacement d'Allan Kirk, on le dit capable de normaliser les relations américano-soviétiques. En tout cas, le seul fait de changer d'hommes fait toujours naître des espoirs, jusqu'à ce que soit faite la preuve que rien n'est modifié. Et puis, une toute petite nouvelle laisse entendre que la tension diminue dans l'esprit des Américains, puisque Wilson décide de prélever pour les besoins civils 30.000 tonnes de plomb sur les stocks stratégiques.

LE SCRUTIN DE CONFIANCE

Votants : 474 - Pour : 246 - Contre : 228.

Ont voté contre :

119 R.P.F. sur 120

97 communistes

6 paysans sur 42

4 progressistes

1 républicain indépendant sur 53

1 Français indépendant sur 3

ooooo

Ont voté pour :

84 M.R.P. sur 87

57 radicaux sur 75

47 républicains indépendants sur 53

22 paysans sur 42

15 U.D.S.R. sur 16

10 non inscrits sur 12

9 indépendants d'outre-mer

2 Rassemblement démocratique africain

ooooo

118 DEPUTES SE SONT ABSTENUS VOLONTAIREMENT :

106 socialistes

5 républicains indépendants sur 53

4 paysans sur 42

2 M.R.P. sur 87

1 Français indépendant sur 3

ooooo

29 n'ont pas pris part au vote :

16 radicaux sur 75

10 paysans sur 42 (dont Guy Petit)

2 non inscrits sur 12

1 Français indépendant sur 3 (Loustaunau-Lacau)

ooooo

4 députés étaient excusés ou absents par congé :

1 U.D.S.R. - 1 radical - 1 R.P.F. - 1 M.R.P.

Herriot présidait.

ooooo

Le R.P.F. Marcel Ribere, porté comme ayant voté contre, dit avoir voulu s'abstenir volontairement.

Les radicaux Verneuil et Massot, portés comme ayant voté pour, disent également avoir voulu s'abstenir.

Le marché du riz en Extrême-Orient. - La récolte de riz en Thaïlande est évaluée, pour la campagne 1950-51, à 6.600.000 tonnes (contre 7.340.000 l'année précédente). 1.500.000 tonnes seront réservées à l'exportation, dont 331.000 tonnes pour l'Inde, 335.000 tonnes pour le Japon, 111.000 tonnes pour les Philippines, 88.000 tonnes pour l'Indonésie, 55.000 tonnes pour l'Europe, l'Amérique du Sud et l'Afrique Orientale. Par ailleurs, les exportations de Birmanie, qui, avant la guerre, atteignaient 3 millions de tonnes, ne dépasseront pas pendant la présente campagne 800.000 tonnes.

Stocks des principales matières premières en Grande-Bretagne. - Cet état des stocks est établi à la fin du mois d'août par rapport 1°) au plus bas niveau enregistré depuis le début de l'année - 2°) à la fin d'août 1950.

	Août 1951	Plus bas niveau	Août 1950
Acier	712	706 (juillet)	1187
Zinc	37,1	31,6 (avril)	54,7
Cuivre	127,4	94 (février)	126,1
Plomb	44	24,7 (avril)	81,3
Etain	1,8	1,6 (mars)	-----
Coton	271	262 (juillet)	294
Soufre	111,5	7,1 (janvier)	98
Bois tendre (en milliers de standards)	402,9	190,8 (janvier)	223,7

En ce qui concerne le caoutchouc et les pyrites, les stocks n'ont cessé de croître, passant respectivement, d'août 50 à août 51, de 36,1 à 47,6, pour le caoutchouc, et de 69,5 à 142,5 pour les pyrites.

Industrie automobile italienne. - La production italienne de véhicules automobiles, pour les neuf premiers mois de 1951, s'établit comme suit : Voitures : 94.601, contre 71.115 en 1950 - camionnettes : 10.509, contre 11.527 en 1950 - camions : 8.795, contre 5.711 - autobus : 1.335, contre 2.373.

Les exportations, au cours de la même période, se sont élevées à 23.998 unités, contre 14.607 en 1950.

Vente de produits français aux frontières. - Une note de la Direction générale des Douanes du 9 avril dernier avait prévu la création de comptoirs dans certains aéroports et gares, pour faciliter la vente en franchise de droits aux voyageurs quittant notre pays des produits de luxe (vins, spiritueux et parfums). Cette facilité a entraîné, semble-t-il, quelques abus, notamment en Belgique, où les touristes viennent s'approvisionner dans ces comptoirs et obtiennent ainsi des produits français à des conditions exceptionnellement avantageuses, le bénéfice ainsi réalisé par ces acheteurs atteignant quelquefois plus de 40 % sur le prix de vente imposé aux consommateurs dans le pays étranger. Aussi, les commerçants spécialisés dans la vente des produits français se sont-ils émus et ont-ils fait part de leurs doléances auprès de nos représentations commerciales. Il semble donc que la Direction des Douanes doive étudier la possibilité de restreindre ces ventes qui apportent au commerce régulier une concurrence dont il se plaint amèrement.

Négociations commerciales franco-britanniques. - Les Anglais veulent négocier le 29 novembre, à Londres. La situation s'est compliquée du fait des récentes mesures de restrictions prises par le Gouvernement britannique. La liste des produits remis sous contingents nous a été communiquée, mais nous ne connaissons pas encore l'importance des contingents globaux ouverts. Cette mesure affectera certainement nos exportations : conserves de viande, de légumes, de fruits; légumes et fruits frais, amidon, ail, produits de luxe.

CALENDRIER DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

La Conférence des Présidents a fixé comme suit le programme de travail de l'Assemblée :

Mécredi matin : reprise de la discussion budgétaire avec l'examen du fascicule de l'Agriculture. Seront ensuite étudiés les fascicules suivants : Présidence du conseil, Affaires étrangères (jeudi matin), Intérieur (jeudi soir et vendredi matin). L'après-midi de jeudi sera réservé à la discussion du projet relatif aux assemblées des Territoires d'outre-mer. Vendredi après-midi : réponse des ministres aux questions orales et suite du débat budgétaire. D'autre part, la Conférence des Présidents a fixé au vendredi 7 décembre l'arbitrage de l'Assemblée sur les demandes d'urgence présentées par Peytel et Desson, pour la discussion de leurs propositions relatives, la première à l'augmentation du prix de l'essence, la seconde aux restrictions dans la fourniture du papier de presse. La Conférence des Présidents avait été saisie par la commission des Affaires étrangères d'une demande de débat immédiat sur la politique extérieure --débat qui, on le sait, est fixé au 30 novembre-- mais elle a repoussé cette requête.

-:-:-

DANS LES COMMISSIONS

Assemblée Nationale

FINANCES.- La commission a donné un avis favorable à un projet de décret modifiant la répartition des autorisations de programme et de paiement accordées au ministre de la Reconstruction, au titre des dépenses mises à la charge de la Caisse autonome de la Reconstruction, après avoir chargé son rapporteur général de rechercher les causes du dépassement de crédit qui ont rendu ce décret nécessaire et d'en tirer éventuellement toutes conséquences utiles. Antoine Pinay a été entendu par la commission sur les chapitres du Budget de l'Aviation civile et commerciale, relatifs au fonctionnement de l'Ecole nationale d'Aviation civile et du Groupement aérien du ministère. De son côté, Pierre Courant a été entendu par la commission sur les propositions qui avaient été faites par Charles Barangé, tendant à procéder à certaines économies sur différents budgets, afin d'inviter le Gouvernement à abroger partiellement le décret portant relèvement des taxes sur l'essence. Examinant plus spécialement la proposition d'annulation de 1 milliard sur le chapitre 9141 du budget annexe des constructions aéronautiques, les ministres ont souligné qu'une telle opération n'était possible que si les crédits n'avaient pas été engagés. Après le départ des ministres, la commission a repoussé, par 28 voix contre 15, un amendement de Tourtaud, tendant à créer des ressources nouvelles par une majoration de l'impôt sur les sociétés. Par 29 voix contre 3 et 8 abstentions, la priorité a été accordée à un amendement de Litalien, réclamant l'abrogation immédiate du décret. L'amendement a ensuite été adopté. La commission a enfin adopté : 1°) sur la proposition de Joan-Moreau, les chapitres précédemment réservés du Budget de l'Aviation civile et commerciale - 2°) sur la proposition d'Abelin, la lettre rectificative n° 1600 du budget de l'Agriculture.

Conseil de la République

AFFAIRES ECONOMIQUES.- La commission a poursuivi l'examen du problème de l'échelle mobile des salaires. Elle s'est prononcée à une forte majorité : 1°) en faveur de la substitution d'une référence à un système indiciaire (213 articles) à la référence à un budget type - 2°) contre le principe d'une révision automatique des salaires qui enlèverait au Gouvernement tout pouvoir d'appréciation et de décision. La prochaine séance doit être consacrée à l'examen des conclusions détaillées de la commission du Travail.

PRODUCTION INDUSTRIELLE.- La commission a procédé à l'audition de M. Truillé, Président de la Confédération nationale du commerce charbonnier, et de M. Rosé, Président du Comité intersyndical du commerce des combustibles de Paris et de la banlieue. Les principaux problèmes concernant l'approvisionnement en charbon des foyers domestiques et de la petite industrie, l'évolution de la consommation, le mode de répartition des divers qualités

(Dans les Commissions - 2 -)

n° 1.989

de charbon, les perspectives d'importation, ainsi que les questions concernant l'ensemble de la profession, ont été longuement examinés. A l'issue de cette audition, Jean Fleury a été désigné comme rapporteur pour avis de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à l'échelle mobile des salaires.

TRAVAIL.- La commission a délibéré longuement sur les premiers articles de la proposition de loi d'échelle mobile, mais sans aboutir. En effet, le rapporteur précédemment désigné, Abel Durand, après avoir fait, par 11 voix contre 4 et 9 abstentions, prendre en considération son rapport, devait abandonner celui-ci au moment où la commission, par 14 voix contre 10, a adopté un amendement du R.P.F. Loison, qui tend à maintenir le principe d'une répercussion "proportionnelle" du coût de la vie sur les salaires, par référence à l'indice de consommation familial dans la région parisienne portant sur 213 articles. Cet amendement tend également à retirer au Gouvernement tout pouvoir dans la fixation de la majoration des salaires. L'amendement apporté par Loison au rapport d'Abel Durand prévoit que "la commission supérieure des conventions collectives devra dans la quinzaine être saisie et fixer le salaire minimum garanti proportionnellement aux constatations faites par une sous-commission permanente, chargée de suivre auprès de l'I.N.S.E.E. l'évolution de l'indice de base et les progrès réalisés dans la production nationale". Loison a été, par 10 voix contre 1 et 15 abstentions, chargé de présenter un rapport sur l'ensemble de la proposition de loi, lors de la prochaine réunion de la commission, jeudi matin prochain. Au début de sa réunion, la commission avait repoussé par 16 voix contre 8, successivement, un contre-projet du socialiste Meric, qui reprenait le texte de l'Assemblée Nationale et, par 18 voix contre 6, un contre-projet de la R.P.F. Mme Devaud.

AFFAIRES ETRANGERES.- La commission a entendu Robert Schuman, sur l'état actuel de nos rapports avec les nouveaux ministres tunisiens. Le ministre a déclaré qu'il n'y avait pas de négociations sur le statut de la Tunisie, mais des conversations sur les réformes possibles. Puis, le ministre a fait connaître les questions essentielles qui seront à l'ordre du jour de la conférence de Rome. Quoique le rapport du "Comité des sages", ne puisse pas être soumis encore à une discussion complète, les ministres devront néanmoins concilier les exigences de l'armement nécessaire aux puissances occidentales avec leurs possibilités économiques.

La contribution de l'Allemagne à la défense européenne qui ne fait l'objet que d'un rapport provisoire d'information doit, néanmoins, être l'objet d'une étude préliminaire. Une discrimination est à rechercher entre le remboursement des frais d'occupation et les défenses qui doivent demeurer à la charge de l'Allemagne et qui sont inhérentes à sa participation éventuelle dans la défense. Les modalités d'une intégration de certains éléments allemands dans une armée européenne ont fait l'objet d'un débat contradictoire. Le ministre a souligné que la question est étroitement dépendante de la stabilité économique, de l'aménagement budgétaire et des négociations diplomatiques en cours. De toute façon, il est exclu que l'Allemagne puisse être associée à la défense de l'occident sous la forme d'une armée nationale et qu'il puisse y avoir un état major allemand ou des services centraux. Le ministre des affaires étrangères a donné l'assurance à la commission que, "non seulement aucun protocole ou traité quelconque relatif à l'armée européenne ne sera arrêté sans l'autorisation législative mais encore que même un engagement d'ordre moral ne pourrait pas être consenti avant un débat préalable devant le parlement".